

Le coton africain ou petites leçons de mondialisation ...

Dans une économie mondiale globalisée, la production et la vente de coton constituent un enjeu majeur pour l'avenir d'une partie non négligeable de l'humanité. Ceci est vrai tout particulièrement en Afrique subsaharienne où l'on estime à plus de vingt millions le nombre de personnes qui tirent l'essentiel de leurs ressources de cette spéculation.

Grâce à des efforts immenses consentis tant par le secteur privé, que par le secteur public et par les agences de coopération, ce que l'on a appelé «l'or blanc» est devenu en une trentaine d'années la colonne vertébrale des économies de nombreux pays africains situés principalement à l'ouest et au centre du continent. Sa diffusion s'est accompagnée d'une augmentation sensible des performances des systèmes de production des zones de savanes de ces pays et, suite à la redistribution de revenus qu'elle a permis dans le monde rural, par une amélioration notable des conditions de vie des populations concernées.

Ce succès indéniable dans la lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne est à présent menacé. Différentes solutions sont proposées pour résoudre cette crise qui toutes relèvent plus ou moins des centres d'intérêt de Tropicultura. Aussi, il nous est apparu opportun d'apporter notre contribution à ce débat d'idées.

Tout d'abord pour mettre en cause la vision simpliste de certains qui considèrent que la fin des subventions payées aux producteurs de coton d'Amérique du nord apportera la solution à tous les problèmes des cotonculteurs africains en permettant une remontée durable des cours de la fibre sur le marché mondial. S'il est indéniable qu'une telle mesure devrait avoir un effet bénéfique à court terme sur la cotation du coton dans les échanges internationaux, il n'est pas du tout certain que cet impact profite essentiellement à l'Afrique du fait de la meilleure compétitivité des agricultures d'autres régions du monde (Brésil, Inde, Chine). Après avoir plus que triplé au début des années quatre-vingt, les rendements en fibre de coton par ha stagnent et ont même tendance à régresser dans de nombreuses zones cotonnières d'Afrique alors qu'ils ne cessent de grimper en Amérique du Sud et en Asie.

Les causes de cet immobilisme africain sont multiples: (i) diminution de l'emploi d'intrants chimiques (engrais et pesticides) à cause de leur indisponibilité liée à une désorganisation des filières cotonnières et de leur prix de plus en plus prohibitifs, (ii) dégradation du potentiel de productivité des sols dans les anciennes zones cotonnières du fait du raccourcissement de la durée des jachères qui constituent encore souvent le principal moyen de reconstitution de la fertilité et (iii) augmentation de la pression parasitaire liée à l'apparition de résistances à certaines familles de pesticides jusque là efficaces pour lutter contre les principaux ravageurs de la culture.

Plutôt que de prôner des solutions relevant du libéralisme orthodoxe qui risquent à terme de se retourner contre ceux qui les ont mises en avant, les décideurs africains devraient sans doute plus chercher de nouvelles modalités d'intervention de l'Etat pour soutenir le développement de leur agriculture. De telles politiques devraient être à la fois économiquement efficaces et équitables mais aussi dépendre le moins possible de l'extérieur.

Une réorganisation des filières cotonnières dans le sens d'une plus grande efficacité du fonctionnement de celles-ci grâce, notamment à l'implication des producteurs de coton dans leur gestion à l'exemple de ce qui a été fait au Burkina Faso, nous semble une voie plus prometteuse que le simple combat pour la levée des subventions et la mise en place de politique de privatisation à tous crins dont plusieurs pays d'Afrique de l'ouest paient à présent les conséquences.

Un investissement massif pour la constitution de véritables réseaux de recherche transnationaux concernant l'amélioration génétique, la protection des cultures, la lutte contre la dégradation de la fertilité des sols et l'amélioration des systèmes de production nous paraît incontournable pour relever le défi de la stagnation des rendements et de l'amélioration de la compétitivité du coton produit en Afrique. Une telle initiative permettrait d'optimiser l'efficacité des maigres ressources disponibles et de mieux valoriser les compétences des chercheurs dispersés sur le continent.

Je conseille à tous ceux que cette thématique cruciale pour le développement de l'Afrique intéresse de lire le numéro spécial de la revue BASE (Biotechnologie, Agronomie, Société et Environnement) consacré à la publication des communications présentées le 12 mai 2006 à Gembloux dans le cadre du séminaire international «Le coton dans tous les états».

Prof. Dr Ir Guy Mergeai
Rédacteur en chef
Juin 2006